

DÉLIBÉRATION N° 2.07
DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE DU 29 MARS 2023
RÉGULIÈREMENT CONVOQUÉ LE 22 MARS 2023
AU PALAIS DES CONGRÈS DE MONTÉLIMAR
SOUS LA PRÉSIDENTE DE M. JULIEN CORNILLET

L'an deux mille vingt-trois, le 29 mars à 18 h 30, le Conseil Communautaire s'est réuni au Palais des Congrès de Montélimar, sous la présidence de Monsieur Julien CORNILLET.

PRÉSENTS : M. Yannick ALBRAND, M. Bruno ALMORIC, M. Hervé ANDEOL, Mme Valérie ARNAVON, Mme Anne BELLE, M. Karim BENSID-AHMED, M. Pascal BEYNET, M. Daniel BUONOMO, Mme Patricia BRUNEL-MAILLET, Mme Régina CAMPELLO, Mme Françoise CAPMAL, M. Fermin CARRERA, Mme Sandra CEYTE, M. Jean-Bernard CHARPENEL, M. Laurent CHAUVEAU, M. Daniel COIRON, M. Yves COURBIS, M. Julien DECORTE, M. Julien DUVOID, M. Jean-Frédéric FABERT, Mme Christel FALCONE, Mme Marielle FIGUET, Mme Marie-Josée GAUBERT, Mme Cécile GILLET, M. Jacky GOUTIN, M. Norbert GRAVES, M. Hervé ICARD, M. Vanco JOVEVSKI, M. Damien LAGIER, M. Jean-Pierre LAVAL, M. Yves LEVEQUE, M. Philippe LHOTTELLIER, Mme Marie-Christine MAGNANON, M. Cyril MANIN, Mme Florence MERLET, Mme Sandrine MOURIER, M. Karim OUMEDDOUR, M. Eric PHELIPPEAU, Mme Marie-Pierre PIALLAT, M. Dorian PLUMEL, Mme Françoise QUENARDEL, M. Jacques ROCCI, M. Christophe ROISSAC, Mme Ghislaine SAVIN, M. Michel THIVOLLE, Mme Sylvie VERCHERE, Mme Catherine VIALE, Mme Vanessa VIAU, M. Jean-Luc ZANON.

POUVOIRS : M. Chérif HEROUM (pouvoir à Mme Ghislaine SAVIN), M. Jean-Michel GUALLAR (pouvoir à M. Laurent CHAUVEAU), M. Laurent LANFRAY (pouvoir à Mme Patricia BRUNEL-MAILLET), Mme Sandrine MAGNETTE (pouvoir à Mme Marie-Christine MAGNANON), Mme Emeline MEHUKAJ (pouvoir à M. Cyril MANIN), Mme Fabienne MENOVAR (pouvoir à M. Jacques ROCCI), Mme Chloé PALAYRET-CARILLION (pouvoir à Mme Sylvie VERCHERE), Mme Maryline ROISSAC (pouvoir à Mme Marielle FIGUET), Mme Demet YEDILI (pouvoir à M. Philippe LHOTTELLIER).

EXCUSÉS : M. Allain DORLHIAC (représenté par Mme Marie-Josée GAUBERT, suppléante), Mme Josiane DUMAS.

ABSENTE : Mme Catherine MATSAERT.

Secrétaire de séance : M. Christophe ROISSAC.

2.07 REDEVANCE ASSAINISSEMENT 2023 - BUDGET ANNEXE ASSAINISSEMENT
MONTÉLIMAR-AGGLOMÉRATION

Rapporteur : M. Daniel BUONOMO, Vice-président

Le tarif unique permettant de financer les travaux de mise aux normes des réseaux et des stations d'épuration sur l'ensemble du territoire de l'agglomération avait été estimé à 1,7890 € HT / m3 (tarif global fermier et collectivité) en 2014.

Pour 2023, il est proposé de maintenir ce tarif cible.

Compte tenu que la part du fermier est de 1,0508 € HT/m³ de fixer, « une redevance assainissement » par commune, comme suit :

	HT / m ³
ALLAN	Part collectivité 0,7382 €
ANCONE	Part collectivité 0,7382 €
LA BATIE ROLLAND	Part collectivité 0,7382 €
CHATEAUNEUF	Part collectivité 0,7382 €
LA COUCOURDE	Part collectivité 0,7382 €
MONTELMAR	Part collectivité 0,7382 €
PORTES EN VALDAINE	Part collectivité 0,7382 €
PUYGIRON	Part collectivité 0,7382 €
ROCHEFORT	Part collectivité 0,7382 €
SAULCE	Part collectivité 0,7382 €
SAVASSE	Part collectivité 0,7382 €
ESPELUCHE	Part collectivité 0,7382 €
MONTBOUCHER SUR JABRON	Part collectivité 0,7382 €
LA TOUCHE	Part collectivité 0,7382 €
LES TOURRETTES	Part collectivité 0,7382 €
BONLIEU	Part collectivité 0,7382 €
CHAROLS	Part collectivité 0,7382 €
CLÉON D'ANDRAN	Part collectivité 0,7382 €
CONDILLAC	Part collectivité 0,7382 €
LA LAUPIE	Part collectivité 0,7382 €
MARSANNE	Part collectivité 0,7382 €
ROYNAC	Part collectivité 0,7382 €
ST GERVAIS SUR ROUBION	Part collectivité 0,7382 €
SAUZET	Part collectivité 0,7382 €
SAINT MARCEL LES SAUZET	Part collectivité 0,7382 €
MANAS	Part collectivité 0,7382 €
PUY SAINT MARTIN	Part collectivité 0,7382 €

Cette redevance s'entend hors taxe et hors redevance de l'agence de l'eau.

Le Conseil communautaire, à l'unanimité, DÉCIDE :

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment l'article L.5211-1 et L.5211-9,

Après avoir entendu l'exposé précédent,
Après en avoir délibéré,

D'APPROUVER le tarif de la « redevance assainissement », part collectivité, applicable à la prochaine facturation 2023 tel qu'indiqué dans le tableau,

DE CHARGER Monsieur le Président ou son représentant de prendre toutes les dispositions nécessaires à l'exécution de la présente délibération qui peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Grenoble dans un délai de deux (2) mois à compter de sa transmission au représentant de l'État dans le département et de sa publication.

Ainsi fait et délibéré les jour, mois et an que dessus,
POUR EXPÉDITION CONFORME
Fait à la Communauté d'Agglomération le 30 mars 2023

Julien CORNILLET
Président

Christophe ROISSAC
Secrétaire de séance